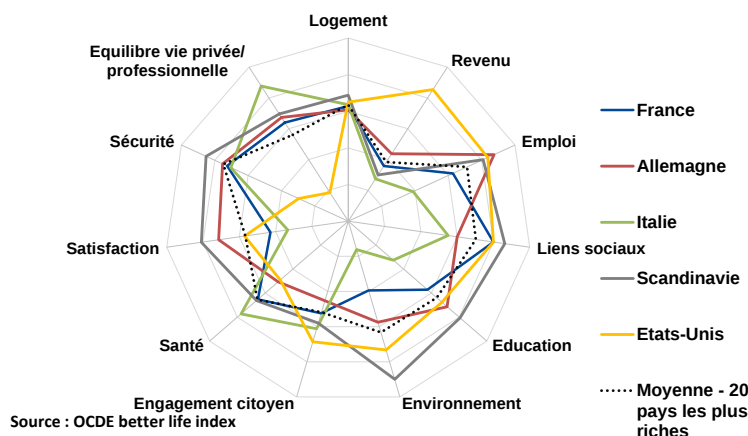


16 mai 2024

Le PIB, une boussole résolument limitée pour guider nos sociétés



- **Le sentiment d'un malaise social semble s'installer dans nos sociétés riches. La question de la légitimité de la mesure emblématique du bien-être, le produit intérieur brut s'impose dorénavant dans le débat public. Cette note propose un état de l'art sur les limites évidentes du PIB à faire cet office dès lors qu'un certain niveau de richesse est atteint. Elle met en avant les récents développements d'indicateurs et travaux de recherches qui permettraient de fournir un tableau plus représentatif de la situation actuelle.**
- **L'hybris du revenu tend à rendre myope l'action publique. L'appréciation du bien-être sociétal doit aller bien au-delà des critères de performance économique traditionnels. La qualité de vie sociale (chômage, temps de loisir, liens sociaux, inclusivité...), environnementale et la soutenabilité des effets de nos décisions doivent être tout autant appréciés lors de l'orientation des politiques publiques. Ces enjeux sont d'autant plus importants que les perspectives de croissance sont très incertaines. En outre, la transition impliquera nécessairement de délaissier certains bien de consommation, affectant ainsi le bien-être des individus.**
- **La France se caractérise par une qualité de l'environnement naturel, du marché du travail et d'un niveau de satisfaction plus faibles que la moyenne de l'OCDE. En revanche, le lien social et l'équilibre vie privée/vie professionnelle sont élevés. Les inégalités de revenus après redistribution et le niveau de pauvreté y sont faibles. En revanche, la mobilité sociale demeure encore être une faiblesse du modèle sociale français.**
- **Depuis 2005 de grandes améliorations s'observent en France sur le marché du travail, de l'éducation et de la qualité de l'environnement. En revanche, la soutenabilité des finances publiques est toujours plus précaire, les inégalités se sont renforcées.**
- **L'action publique en France est actuellement encore trop bornée aux indicateurs de performances économiques traditionnels. D'autres pays, comme en premier lieu la Nouvelle-Zélande, le Pays de Galles, l'Écosse et l'Islande ont fait évoluer leurs pratiques en considérant maintenant la mesure du bien-être comme pierre angulaire de l'action publique.**

Maël Blanchet

Le sentiment d'un malaise social semble s'installer dans nos sociétés riches. La question de la légitimité de la mesure emblématique du bien-être, le produit intérieur brut s'impose dorénavant dans le débat public. Cette note propose un état de l'art sur les limites évidentes du PIB à faire cet office dès lors qu'un certain niveau de richesse est atteint. Elle met en avant les récents développements d'indicateurs et travaux de recherches qui permettraient de fournir un tableau plus représentatif de la situation actuelle. Ils sont d'autant plus utiles que la transition écologique et de ralentissement structurel devrait peser sur les choix de consommation, qui ne seront plus qu'un vecteur limité au bien-être.

- ❖ **A partir d'un certain niveau de richesse, les critères de performances économiques traditionnels, et plus notoirement le produit intérieur brut, constituent des mesures trop lacunaires pour apprécier le bien être tiré de l'enrichissement d'une économie. Le PIB diverge du bien-être monétaire de 3 manières. Il ne tient pas compte de l'évolution démographique, ni de la répartition du flux de richesse générée, ni du paradoxe d'Easterlin.**

L'invention du PIB remonte à la Grande Dépression des années 1930. L'économie américaine étant à l'agonie, le gouvernement Hoover cherche à définir une métrique holistique des effets de l'action publique. Pour cela, en 1932, l'économiste Simon Kuznets est chargé de développer une comptabilité au niveau national qui consisterait à une sorte de grand inventaire des activités économiques. Kuznets crée un indicateur formidable pour l'époque qui comptabilise toutes les activités économiques d'un pays en un seul chiffre : le produit national brut (PNB). L'indicateur qui présente l'avantage non négligeable d'être synthétique fournit ainsi aux grandes instances la capacité d'apprécier la situation conjoncturelle de l'économie et les effets des mesures de politiques économiques. Au PNB sera ensuite préféré le produit intérieur brut (PIB) qui présente une différence sur le périmètre géographique choisi : le PNB mesurait toute la richesse économique créée par les agents nationaux qu'ils soient dans leurs pays ou non, alors que le PIB mesure la richesse créée sur le sol national quelle que soit la nationalité de l'agent économique.

Le PIB et sa croissance deviendront ainsi le tensiomètre des économies et, grâce à sa simplicité de lecture, tout du moins en première analyse, il demeure toujours l'indicateur économique le plus scruté et l'un des plus centraux pour évaluer le rôle des politiques économiques.

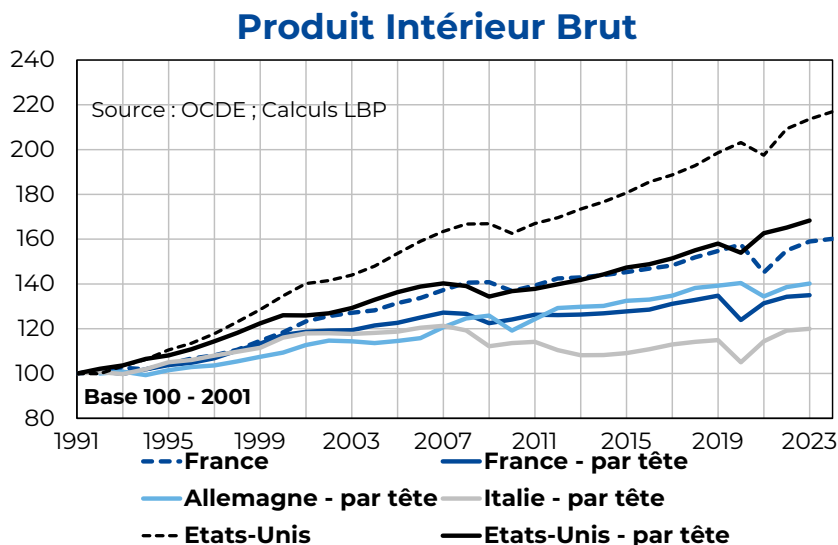
Cette mesure est évidemment réductrice pour en conclure quoi que ce soit sur le sentiment de bien-être perçu au sein d'une société mais aussi sur la satisfaction tirée par l'enrichissement de cette société. Son créateur avait déjà évoqué à l'époque ces limites. Si nous nous intéressons à la part du bien-être des agents liée à l'enrichissement, soit un bien-être dit monétaire, **l'interprétation du PIB peut diverger du bien-être monétaire via 3 aspects¹ :**

- 1. La croissance démographique :** De manière évidente, l'interprétation d'une croissance identique varie en fonction de la dynamique démographique. Par exemple, en Allemagne et en Italie la population est quasi-stable, alors qu'en France et aux États-Unis elle augmente. Pour une meilleure compréhension de l'évolution du niveau de vie, il est donc déjà conseillé d'utiliser le PIB par habitant que le PIB. Cette simple modification est loin d'être inutile (cf. graphique 1) : par exemple, le PIB² des États-Unis a été multiplié par 2 depuis le début des années 1990, tandis que le PIB par habitant n'a augmenté que de 70 % en plus de trente ans. En France, le PIB a progressé de plus de 50 % sur la période mais le PIB par tête n'a progressé que de 35 %. Ce constat est proche de celui allemand (resp. 47 % et 39 %)

¹ Beyond GDP: A Welfare-Based Estimate of Growth for 14 European Countries and the USA Over Past Decades – Germain J.M – Insee 2023.

² Source FMI.

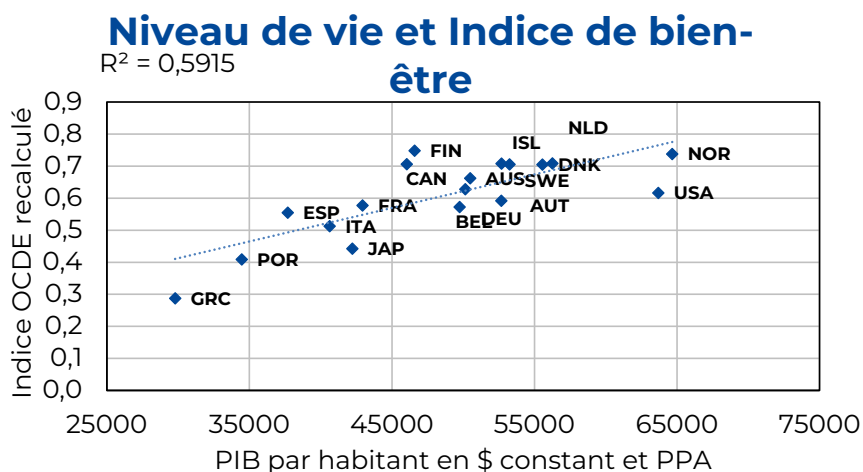
Graphique 1 : PIB des grandes économies avancées – En niveau et par tête en PPA à \$ constant.



Note : Le PIB par tête correspond au ratio entre le PIB et la taille de la population. Les parités de pouvoir d'achat permettent d'assurer la comparaison internationale en fixant les taux de conversion de manière à égaliser les pouvoirs d'achats entre pays. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier de consommation ».

Sans surprise, nous constatons (graphique 2) qu'il y a bien un lien positif entre niveau de vie et la mesure du bien-être, représentée ici par le *OECD better life index*, mais celui-ci peut-être plus ou moins lâche. Le bien-être n'est pas que le seul fruit de la richesse, d'autres dimensions viennent influencer. Certains pays riches se caractérisent par un niveau de vie élevé mais une mesure du bien-être faible (Etats-Unis) et d'autres sont dans la situation inverse comme c'est le cas au Canada et les pays scandinaves.

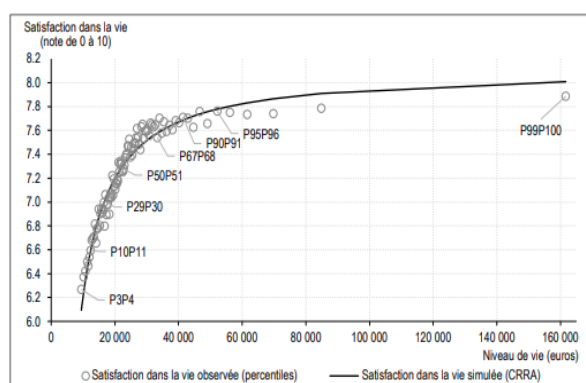
Graphique 2 : Une relation positive mais plus ou moins lâche entre le niveau de vie et le bien-être mesuré des économies avancées.



Source : OCDE. L'indicateur ici est l'OECD better Life Index. Il est composé de 11 dimensions qui peuvent définir le bien-être. Il est l'un des indicateurs de bien-être le plus complet disponible et est construit sur les recommandations du Rapport Stiglitz (cf. infra). Ici, l'indicateur synthétique est calculé sur l'hypothèse de préférence neutre entre les différentes dimensions.

2. Un billet gagné supplémentaire n'a pas la même valeur pour tous : Certains ménages tirent une satisfaction différente à la réception d'un même flux monétaire. Ce paradoxe reflète le concept « d'utilité marginale décroissante du revenu ». C'est-à-dire que la satisfaction tirée d'un gain supplémentaire identique a un effet moindre si le ménage a un revenu plus élevé. Ou autrement dit, il faut que le gain soit de plus en plus important pour en tirer le même plaisir si nous sommes plus riches. La part du gâteau doit toujours être plus grosse pour garantir une amélioration du bien-être. C'est le paradoxe d'Easterlin (1974). Cette assertion, selon les études de Easterlin³ (1995) et de Germain⁴ (2023), vaut toujours en tenant compte d'autres paramètres, comme le milieu social, l'orientation politique... Selon l'étude de Germain, au-delà de 30 000 € par agents français (cf. graphique 3), la satisfaction ne progresse que faiblement avec les revenus. « La joie extravagante du parvenu peut en donner provisoirement l'illusion » soulignait déjà ainsi Adam Smith en 1759 dans son ouvrage « Théorie des sentiments moraux ».

Graphique 3 : Satisfaction dans la vie par centile de niveau de vie en France 2010 – 2019).



Source : *Beyond GDP: A Welfare-Based Estimate of Growth for 14 European Countries and the USA Over Past Decades* – Germain J.M – Insee 2023

Deux interprétations sont possibles :

- i. **Le bonheur est relatif :** En ligne avec la pensée de Kant, l'environnement social dans lequel les individus évoluent influence la manière dont ils estiment leur bonheur. L'« utilité » ne dépendrait pas uniquement du revenu absolu, mais de la différence entre celui-ci et le revenu du groupe social de référence à laquelle il se compare. Ainsi, si le revenu augmente de manière identique au sein du groupe et de l'individu, le bonheur en restera inchangé.
 - ii. **Lassitude et velléité perpétuelle à de nouvelles aspirations.** D'après Daniel Kahneman, à chaque nouvelle hausse de revenu, les aspirations évoluent en parallèle, ainsi le niveau de bonheur reste identique. L'autre possibilité mise en avant par Brickman et Campbell (1971) dans la « théorie des adaptations hédoniques », serait l'habitude ou la lassitude. Ils montrent empiriquement que les événements majeurs n'exercent qu'une influence temporaire sur le bonheur, car les individus finissent par s'habituer à leur nouvelle situation. Ainsi, l'augmentation du niveau de bonheur associé à une hausse du salaire ne serait que transitoire. Les individus sont comme sur un « tapis roulant », condamnés à ne jamais atteindre, de manière durable, un niveau de bonheur supérieur. Les individus repartiraient d'une feuille blanche après chaque hausse du revenu.
- 3. Répartition inégale de l'accroissement de la richesse.** La croissance du revenu peut diverger énormément selon les ménages, or mécaniquement nous accordons plus de poids aux ménages à fort revenu. Le PIB peut bien progresser alors que la majorité des individus voient leurs revenus baissés. Cette divergence amène à sous-estimer l'évolution du bien être monétaire d'une grande part de la population : les ménages à faible revenu. Aitken et Weale⁵ (2019) propose un indicateur,

³ «Diminishing Marginal Utility of Income? A Caveat» – Easterlin (1995).

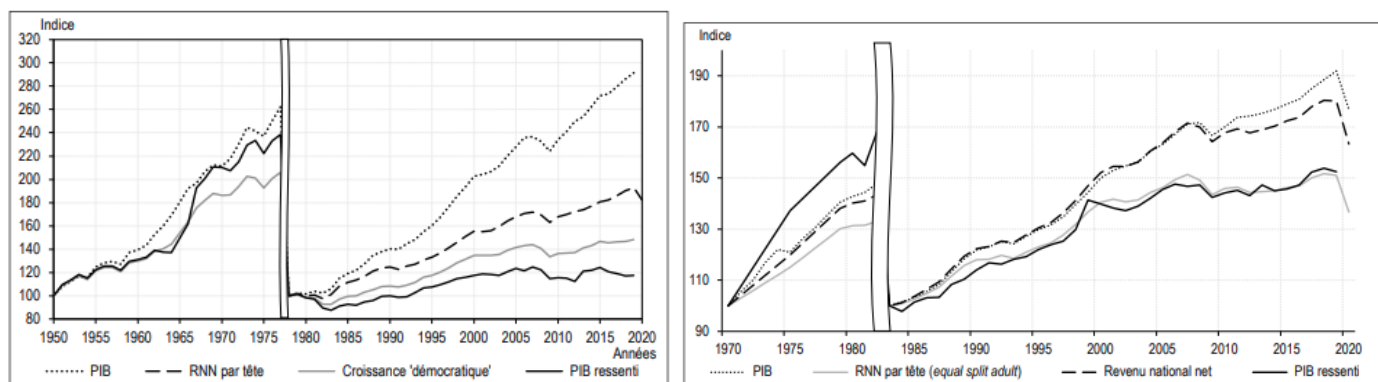
⁴ «Beyond GDP: A Welfare-Based Estimate of Growth for 14 European Countries and the USA Over Past Decades» – Germain J.M – Insee 2023.

⁵ «Measuring Welfare Beyond GDP» – 2019 – Aitken et Weale.

plus démocratique, qui accorde le même poids à tous les ménages. La croissance des Etats-Unis est ramenée à 45 % en quarante ans alors que le PIB a triplé sur la période, soit seulement un quart de la croissance du PIB mesurée. Mais cette approche n'est pas suffisante, elle fait face au concept « d'utilité marginale décroissance du revenu » présenté précédemment. Un gain identique touché par un individu à plus faible revenu augmentera plus fortement le bien-être d'une économie. Il faudrait ainsi surpondérer les individus à « bas revenus » pour une meilleure appréciation de l'effet sur le bien-être d'une économie.

Dans l'étude de Germain (2023), l'auteur propose d'ajuster le PIB pour la rendre le plus proche de celui ressenti par les individus. Il mesure, en équivalent monétaire, la contribution des revenus à la satisfaction dans la vie à travers les données d'enquêtes. Il identifie la relation entre revenu et bien-être monétaire et à partir de celle-ci. Il peut ainsi construire un « PIB ressenti » par analogie à la température ressentie. Pour calculer la croissance « ressentie », l'auteur accorde un poids à chaque individu comme le gain en bien-être tiré de la hausse du revenu de l'individu. Les résultats sont très intéressants et identifient bien le malaise social dans certaines économies. Aux États-Unis, le bien-être monétaire stagne depuis presque un demi-siècle (cf. graphique 4), alors que le PIB y a plus que triplé. Sur la même période, dans de nombreux autres pays européens, le PIB ressenti et le PIB ont évolué plus en ligne, permettant un rattrapage de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis.

Graphiques 4 et 5: PIB par tête et PIB ressenti depuis les années 1980 (Etats-Unis à gauche, France à droite).



Source : *Beyond GDP: A Welfare-Based Estimate of Growth for 14 European Countries and the USA Over Past Decades* – Germain J.M – Insee 2023

- ❖ **L'appréciation du bien-être sociétal doit aller bien au-delà du simple aspect monétaire mesuré à travers les critères de performance économique traditionnel et notamment le PIB. La qualité de vie dépend aussi d'autres aspects : l'environnement social, la gestion environnementale et la soutenabilité des effets de nos décisions doivent être tout autant appréciés lors de l'orientation de la politique publique.**

Nous savons maintenant que le bien-être ne peut s'apprécier seulement qu'à l'aune de la mesure du PIB et plus généralement du revenu. Ces écueils ont donné lieu à une littérature abondante explorant des alternatives au PIB : mesures directes du bien-être « subjectif », indicateur composite, ou encore PIB « corrigé » d'un certain nombre de composantes non directement monétaires⁶. Sous la demande du Président Sarkozy, le rapport de la Commission Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009) a poursuivi la réflexion sur ces différentes pistes pour la France et fait office maintenant de document référence sur le sujet.

Simon (2009) en propose une synthèse éclairante sur le pan du revenu:

⁶ Voir Fleurbaey et Gaulier (2009).

- (i) Du point de vue des consommateurs finaux (ménages, administrations publiques...), **la performance économique est mieux appréhendée par la notion de revenu** et doit prendre en compte de la production domestique des ménages, les transferts en nature et des inégalités entre les ménages.
- (ii) **La performance économique doit s'apprécier aussi à travers sa soutenabilité qu'elle soit économique ou écologique.** L'évaluation du bien être d'une économie à un certain instant ne peut se réaliser sans tenir compte du legs fait aux générations futures. Ainsi, la soutenabilité de la trajectoire doit être aussi prise en compte.

L'appréhension du bien-être d'une société dépend de facteurs qui recoupent le concept de qualité de vie et qui va au-delà de l'aspect monétaire. Sur la base des travaux de Sen (1987), le rapport retrace les différentes caractéristiques objectives de la qualité de vie et propose des indicateurs associés. Le rapport Stiglitz cite huit dimensions à prendre en compte : les conditions de vie matérielles, la santé, l'éducation, les activités personnelles (dont le travail), la participation à la vie politique et citoyenne, les liens sociaux, les conditions environnementales et l'insécurité (des personnes et économique). Le tableau 1 présente ces dimensions et des propositions d'indicateurs.

Tableau 1 : caractéristiques objectives de la qualité de la vie et indicateurs associés

Caractéristiques objective de la qualité de la vie	Mesure et indicateurs
Santé	– Taux de mortalité, de morbidité
Éducation	– Scolarisation, dépenses liées à l'éducation, ressources des établissements scolaires – Taux d'obtention de diplôme, nombre d'années de scolarisation, niveau d'alphabétisation – Mesure des compétences
Activités personnelles : – travail rémunéré – travail non rémunéré – temps de trajet domicile-travail – temps de loisir	– Temps de travail, discrimination, opportunités de formation... – Nombre d'heures de trajet, coût des transports, – Nombre d'heures de loisir, qualité du loisir
Représentation politique et gouvernance	– Participation démocratique – Existence de médias libres – Garanties inscrites dans la constitution – Système judiciaire indépendant...
Liens sociaux	– Adhésion à des associations ou organisations – Travail bénévole – Relations avec les parents et les voisins
Conditions environnementales	– Décès prématurés dus à la pollution de l'air – Accession aux services liés à l'eau et à la nature – Exposition à des niveaux dangereux de bruits ou de pollution
Insécurité des personnes	– Enquêtes sur la victimisation – Prise en compte de la violence domestique, de la violence due aux conflits armés
Insécurité économique	– Risque de perdre son emploi dans un avenir proche – Part des personnes ne disposant pas d'une assurance maladie – Mesure du risque économique lié à la vieillesse

Source : Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (Stiglitz, Sen, Fitoussi) - 2009

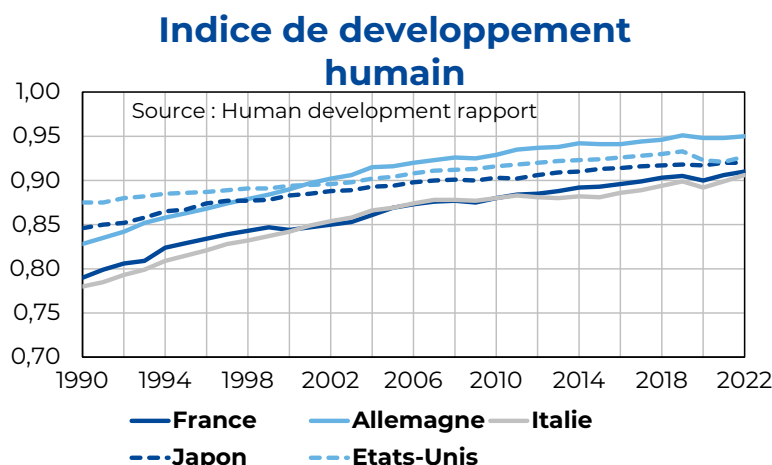
Le rapport finit par conclure **qu'il faut privilégier une approche descriptive de l'état de la société sous la forme d'un tableau de bord, formé d'indicateurs économiques et sociaux multiples**, dont certains restent à développer. Celui-ci fournirait une vue riche et synthétique de l'état de l'économie et de la société. En revanche, le rapport admet que le choix des indicateurs reste encore très subjectif à défaut de trouver une approche dominante.

Au cours des dernières années, dans la foulée de ce rapport, des indicateurs statistiques complémentaires éclairant diverses facettes du bien-être des ménages ont de ce fait été produits et diffusés par les économistes et statisticiens, reposant sur des approches à la fois objectives et subjectives du bien-être.

Pour faciliter les interprétations, certains travaux ont construit des indicateurs synthétiques. Ces approches soulèvent une question légitime : quelle pondération choisir entre les différentes facettes du bien-être. Certains travaux ont simplement réfléchi en moyenne, accordant ainsi le même poids à la santé qu'au sentiment de sécurité par exemple. C'est le choix retenu, par exemple, par l'indice de

développement humain (IDH du PNUD⁷) qui est une moyenne équipondérée de trois grandeurs⁸. Les grandes économies connaissent des progressions différentes (cf. graphique 6) : depuis 2000, l'indice augmente de 15 % en France et en Allemagne, de 16 % en Italie mais seulement de 9 % au Japon et 6 % aux Etats-Unis. Nous constatons, là encore, que la croissance américaine n'a pas porté ses fruits d'un point de vue sociétal.

Graphique 6 : Indice de développement humain.



D'autres approches, plus récentes, ajuste les poids selon les préférences au niveau agrégé voire individuel. C'est la méthode retenue par l'OCDE pour son « indicateur du vivre mieux » : sur le site internet de l'OCDE⁹, chaque personne peut créer son propre indice en pondérant les 11 dimensions proposées comme elle le souhaite et constater le changement dans le classement des pays. Ces 11 dimensions reflètent ce que l'OCDE a identifié comme essentiel au bien-être en termes de conditions de vie matérielles (logement, revenus, emploi) et de qualité de vie (communauté, éducation, environnement, gouvernance, santé, satisfaction de vie, sécurité et travail et équilibre de vie). Le choix des indicateurs repose sur les recommandations du Rapport Stiglitz.

- ❖ **La société française se caractérise par un bien-être issu de la qualité de l'environnement naturel, du marché du travail et du niveau de satisfaction plus faibles que la moyenne. En revanche, le lien social et l'équilibre vie privée/vie professionnelle sont nettement au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Les inégalités de revenus après redistribution et le niveau de pauvreté y sont plutôt faibles. En revanche, la mobilité sociale reste encore une faiblesse du modèle sociale français.**

Cet indicateur de l'OCDE est l'un des plus complets actuellement pour capter les différents aspects du bien-être. Malheureusement, l'indicateur n'est pas comparable dans le temps rendant son évolution ininterprétable.

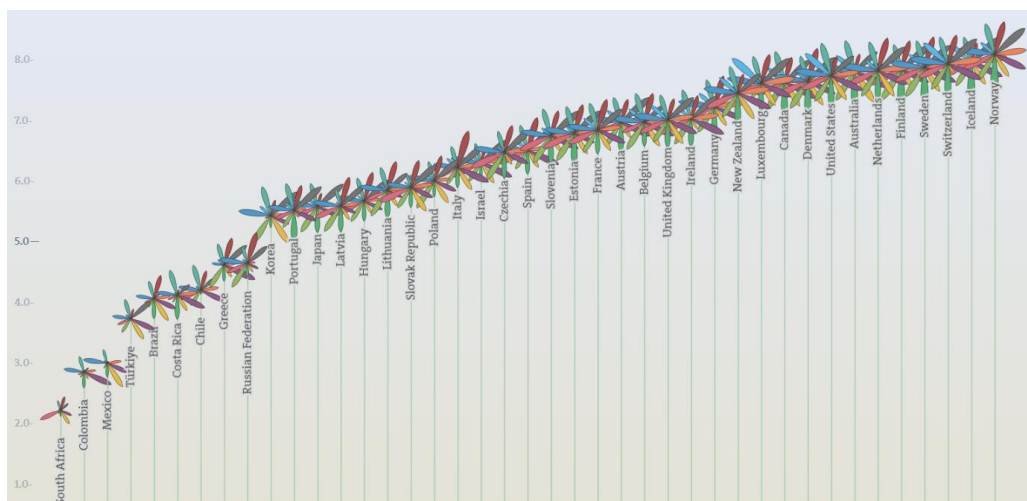
Par exemple, sur la base de préférence égale entre les critères, (cf. graphique 7) la France se classe comme le 18^{ième} pays, les Etats-Unis le 7^{ième}. Dans le top 5, nous retrouvons 4 pays de Scandinavie (Norvège, Islande, Suède, Finlande). Si les préférences s'expriment seulement à travers la recherche d'une richesse maximum (salaire, revenu patrimonial...), la France remonte à la 14^{ième} place. Le top 5 est alors constitué dans l'ordre décroissant du Luxembourg, de la Suisse, des Etats-Unis, de l'Islande et de l'Australie.

⁷ Programme des Nations unies pour le développement.

⁸ Espérance de vie en bonne santé, niveau d'éducation et niveau de vie décent.

⁹ <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>

Graphiques 7 : Hiérarchie entre pays selon le bien-être mesuré par l'OCDE.



Source : OECD better Life Index

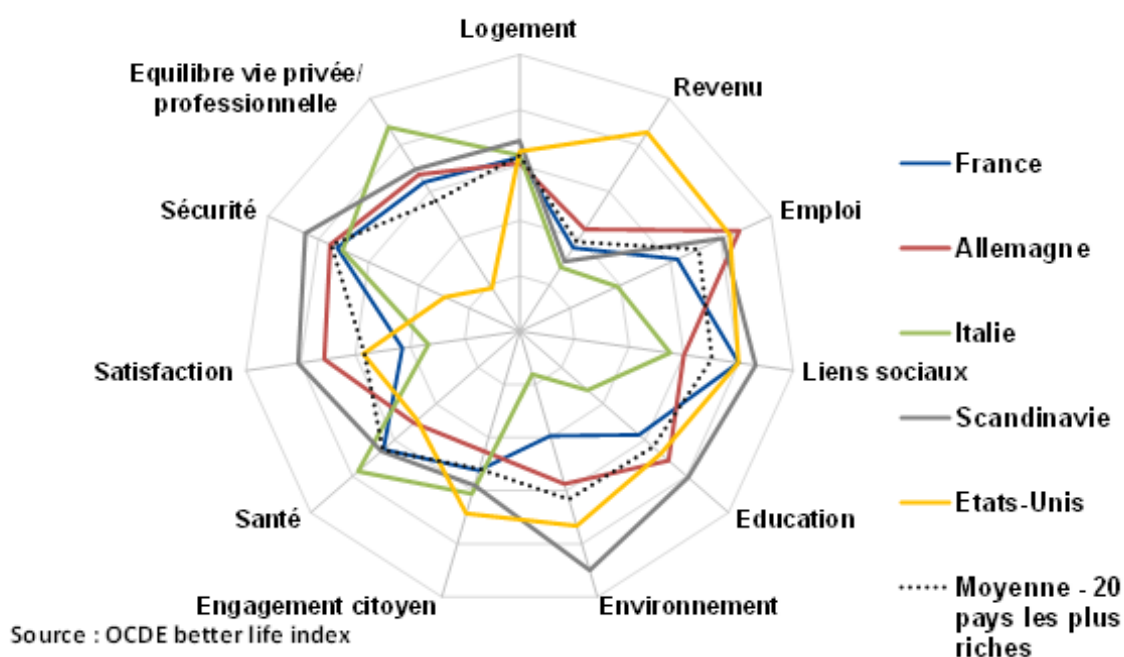
Mais évidemment, les préférences selon les pays sont différentes et limitent ainsi les comparaisons internationales. Elles sont le reflet des modèles sociaux-économiques et culturels de chacun des pays.

En regardant par critères (cf. graphique 8), nous constatons que **la France a une position relativement médiane** par rapport à l'échantillon retenu qui recoupe les 20 plus grandes économies développées.

La société française se caractérise par un bien-être issu de la qualité de l'environnement naturel, du marché du travail et du niveau de satisfaction plus faibles que la moyenne. En revanche, le lien social et l'équilibre vie privée/vie professionnelle sont nettement au-dessus de la moyenne.

La qualité de l'environnement, des liens sociaux, de l'éducation et la satisfaction sont les facteurs qui expliquent la position des pays scandinaves en haut du classement. Malgré un niveau de patrimoine net faible, notamment en Suède et au Danemark, l'indicateur composite est parmi les plus élevés de l'échantillon. Aux Etats-Unis, le sentiment d'insécurité et le déséquilibre vie privée/vie professionnelle sont élevés ; en revanche le niveau de vie vient compenser ces effets.

Graphique 8: Radar des critères de mesures du bien-être.



Source : OCDE better life index

Source : OCDE, critère synthétique recalculé selon la méthode OCDE (voir note méthodologique de la base de OECD better life index). Les notes vont de 0 à 1. Une note proche de 1 est positive pour la société.

Notons que l'indicateur composite de l'OCDE ne prend pas en compte les inégalités de richesse ni de naissance, particulièrement élevées au Etats-Unis (cf. tableau 2). **Alors que beaucoup d'études¹⁰ ont mis en avant le rôle des inégalités dans le sentiment de bien-être d'une société.**

De manière générale, **la France obtient de bons résultats en termes de mesures globales des inégalités et de pauvreté** (cf. Tableau 2). La pauvreté, quelle que soit la classe d'âge, est généralement faible en comparaison des autres pays de l'OCDE. Les mesures de l'inégalité des revenus, à la fois avant et après redistribution, et de patrimoine sont aussi plus favorables que la moyenne du G7.

Tableau 2 : Inégalité de revenu et de patrimoine

	France	Allemagne	Italie	Etats-Unis	G7
Coefficient de Gini	29,2	29,6	33	37,5	32,3
Part détenu par les 20% les plus pauvres	8,7	8,2	6,6	6,1	7,4
Part de revenu détenu par les 1% les plus riches	9	13,3	12,2	19	13,3
Part du patrimoine détenue par les 1% les plus riches	17,1	18,6	12	40,5	20,2
Taux de pauvreté - Population totale	8,4	9,8	14,2	18	12,9
Taux de pauvreté - Population en âge de travailler	7,1	4,3	11,7	12,8	9
Taux de pauvreté - Population totale (<18)	11,7	11,7	18	13,7	12,6
Taux de pauvreté - Population totale (18-25)	13,2	18,6	15,6	16,1	14
Taux de pauvreté - Population totale (>65)	4,4	10,9	11,3	22,8	13,5

Tableau 3 : Inclusion sociale

	France	Allemagne	Italie	Etats-Unis	G7
Part dans l'éducation secondaire	82,2	85,3	62,7	91,7	82,8
Score PISA en mathématique	495,4	500	486,6	478,2	500,1
Elèves en difficultés d'alphabétisation	20,9	20,7	23,3	19,3	18,9
Effet du contexte socio-economique sur le score PISA	47,2	38,9	33,8	36	36,8
Proportion des 16-25 ni en étude, emploi ou formation	15,1	10,2	26	16,3	14,7

Note : Source - : "Economic policy making to pursue economic welfare" – OECD – May 2023 . En gras, les pays supérieurs à la moyenne du G7.

En revanche, **la France est confrontée à des défis importants en termes de compétences et d'égalité des chances**. Le contexte socio-économique à la naissance exerçant une influence relativement forte sur les performances des étudiants (cf. tableau 2). L'intégration sur le marché du travail est particulièrement difficile pour les jeunes travailleurs en France. En outre, même si le constat n'est pas totalement consensuel, plusieurs études montrent que l'ascenseur sociale, où autrement dit « la mobilité intergénérationnelle de revenus », fonctionne peu. Selon l'OCDE¹¹, il faut 6 générations pour que les plus bas revenus atteignent le revenu médian en France (cf. graphique 9). Selon une étude récente de l'IPP¹², la France se caractérise aussi par une faible mobilité intergénérationnelle de revenus par rapport aux autres pays développés. Seuls 9,7 % des enfants issus des 20 % des ménages aux revenus les plus faibles se retrouvent parmi les 20 % des ménages les plus aisés à l'âge adulte, soit 4 fois moins que les enfants des 20 % des parents les plus aisés. Cette stagnation sociale émerge en grande partie par des disparités d'accès et d'obtention d'un diplôme du supérieur en fonction du revenu des parents.

¹⁰ Voir les travaux des épidémiologistes Pickett et Wilkinson (2019), Perona – Insee (2023), Kruger et Perri (2002).

¹¹ OECD – A broken social elevator? How to promote social mobility? 2018

¹² La mobilité intergénérationnelle de revenus en France : une analyse comparative et géographique – Kenedi et Sirugue 2023

Graphique 9 : Mobilité sociale intergénérationnelle (gauche étude OCDE, droite étude IPP)

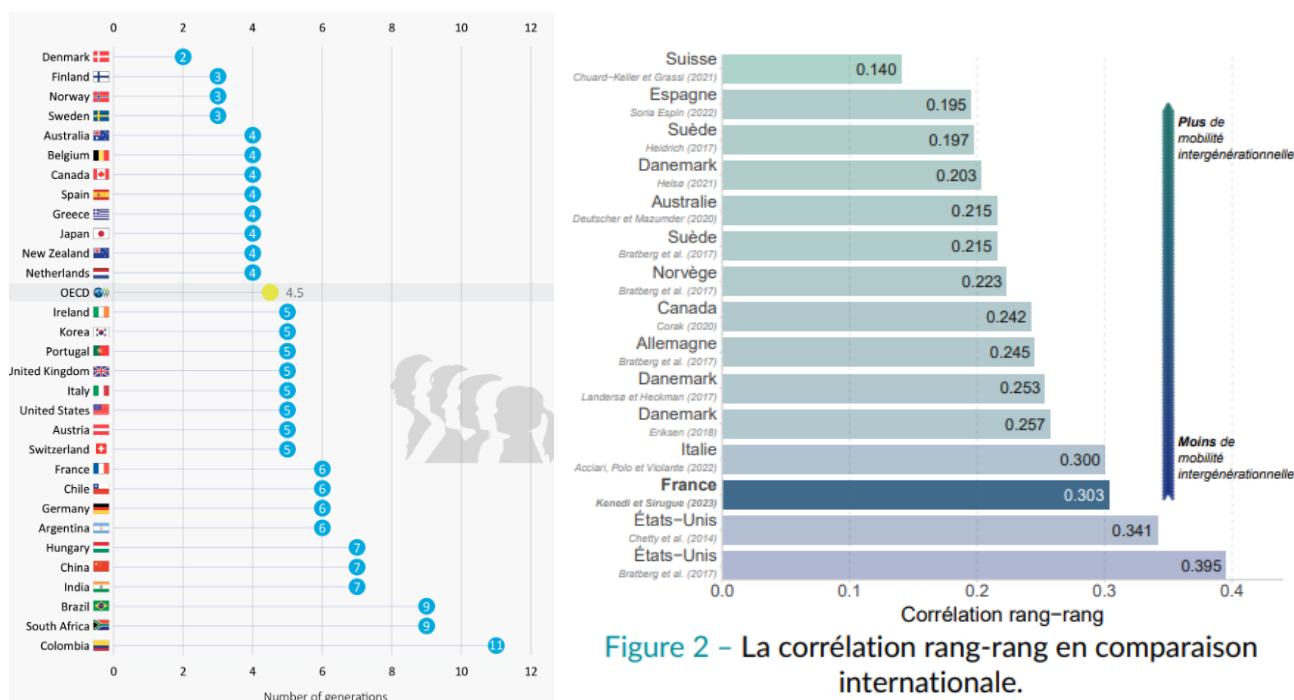


Figure 2 – La corrélation rang-rang en comparaison internationale.

Source: **A gauche** : OECD – *A broken social elevator? How to promote social mobility?* 2018

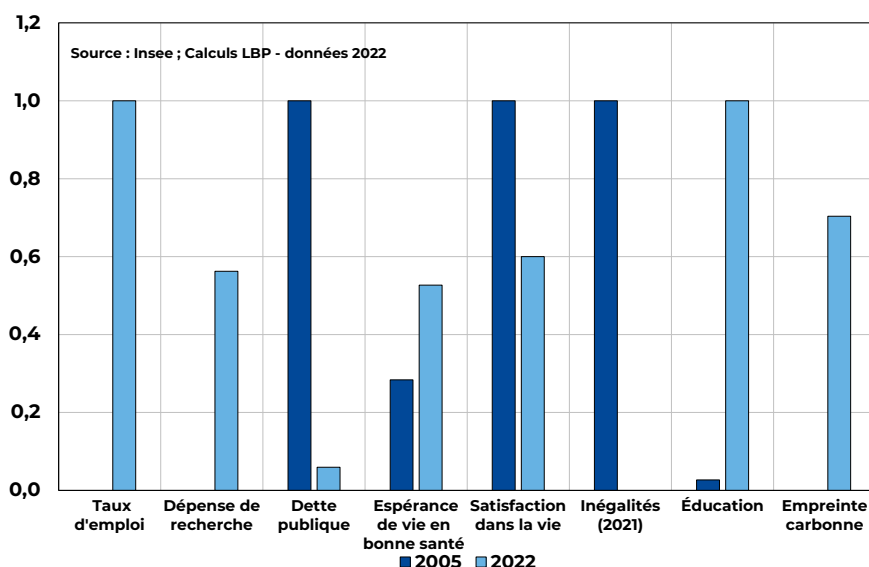
Note de lecture : Nombre de générations nécessaires au 10% les plus pauvres pour atteindre le revenu médian. **A droite** : La mobilité intergénérationnelle de revenus en France : une analyse comparative et géographique – Kenedi et Sirugue 2023. Lecture du tableau : En France, une augmentation de 10 centiles du revenu des parents est associé en moyenne à une augmentation de 3,03 centiles du revenus des enfants.

- ❖ Depuis 2005, de grandes améliorations s'observent en France sur le marché du travail, de l'éducation et de la qualité de l'environnement. En revanche, la soutenabilité des finances publiques est plus précaire et les inégalités de revenu se sont renforcées. Pourtant, le sentiment de satisfaction dans la vie s'est réduit.

A la suite des recommandations du rapport Stiglitz, l'Insee fournit, dans son rapport « *Les nouveaux indicateurs de richesse* », un ensemble d'indicateur de bien-être sur la situation économique (taux d'emploi, effort de recherche, endettement), sociale (inégalités de revenus, pauvreté, espérance de vie, sorties précoces du système scolaire), mais aussi psychologique (satisfaction de la vie) et environnementale (empreinte carbone et artificialisation des sols). Les données sont disponibles depuis 1995 et, à contrario de l'indicateur de l'OCDE, permettent d'apprécier la tendance depuis 30 ans.

En utilisant la même méthodologie de l'OCDE, nous obtenons les radars suivants (cf. graphique 10). Depuis 2005, la situation économique s'est appréciée sur le volet de l'emploi, de l'innovation (dépenses en R&D) mais s'est fortement dégradée en termes d'endettement public. Sur le pan social, l'espérance de vie en bonne santé, les sorties précoces du système scolaire se sont réduites mais les inégalités des revenus ont progressé. Le sentiment de satisfaction dans la vie s'est aussi réduit. En revanche, la qualité de l'environnement (empreinte carbone en tonnes équivalent CO2 par personne) s'est améliorée.

Graphique 10 : Critères de mesures du bien-être en France en 2005 et 2022. Indicateur compris entre 0 et 1.



Note : Source Insee – rapport « Les nouveaux indicateurs de richesse », février 2024. 10 indicateurs sont utilisés. Ici, seulement 8 indicateurs sont retenus en raison de la disponibilité historique des données. Ils sont normalisés en suivant la méthode suivante $I(x(i)) = (x(i) - \min(x)) / ((\min(x) - \max(x)))$ pour les variables positives à la société (espérances de vies en bonnes santés...) et $1 - (x(i) - \min(x)) / ((\min(x) - \max(x)))$ pour les variables négatives (empreinte carbone...). Plus l'indicateur est proche de 1, mieux c'est pour la société. Certains indicateurs sont à 0 notamment en 2005 car ils correspondent au minimum de l'historique.

❖ **L'hybris du revenu rend myope l'action publique. Malgré tous ces développements, l'orientation de l'action publique en France demeure toujours trop guidée les indicateurs de performances économiques traditionnels, alors que d'autres pays considèrent le bien-être comme la pierre angulaire de leurs politiques.**

En France, la portée du rapport Stiglitz s'est limitée aux spécialistes. Comme nous l'avons vu, le rapport a éveillé l'intérêt des économistes et des statisticiens pour développer des nouvelles métriques et la rédaction d'ouvrages pour toucher l'opinion publique. L'Insee publie annuellement un tableau de bord¹³ qui regroupe différents indicateurs de bien-être. Toutefois, dans la sphère publique, l'écho est limité et ce malgré la promulgation de la loi « Sas » en 2015 qui prévoyait un rapport annuel au Parlement mettant en lumière l'action publique sur différents indicateurs de bien-être¹⁴. La députée Eva Sas a dû consentir à deux modifications importantes avant la soumission au vote du parlement : d'une part, accepter que les indicateurs proposés soient discutés en marge du vote du programme de la loi de finances et sans pouvoir l'amender ; d'autre part, accepter que la mise en débat annuelle du rapport sur de nouveaux indicateurs devant le Parlement soit facultative et non obligatoire. Ainsi, le pilotage de l'action publique continue d'être trop influencé par la seule logique productiviste sans évaluer son effet sur les autres dimensions sociales et environnementales.

Ce désintérêt pour ces indicateurs, qui permettent une représentation plus réaliste de la situation de notre société, peut expliquer en partie pourquoi l'action publique n'arrive pas à combler le malaise sociétal actuel. Cette observation vaut pour la majorité des grandes économies.

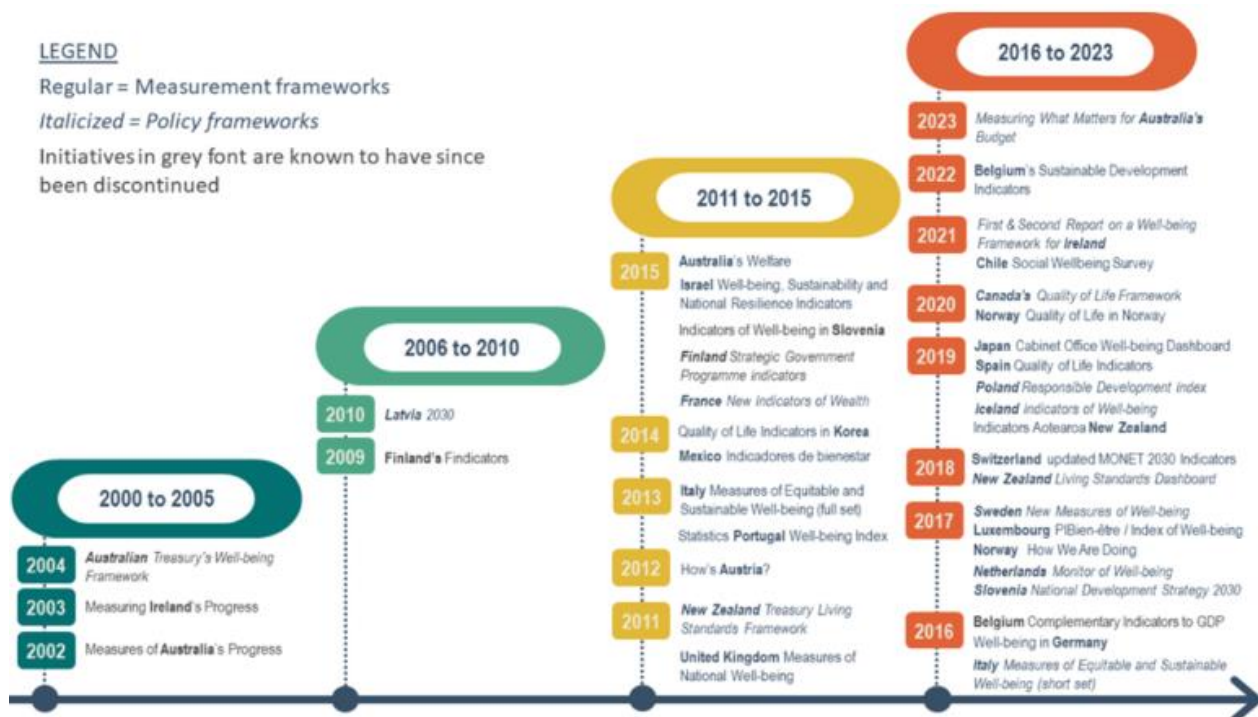
¹³ [Indicateurs de richesse nationale | Insee](#)

¹⁴ Inégalités, développement de richesse, de qualité de vie et de développement durable.

Cependant, certains pays ont fait d'important progrès en intégrant directement la notion de bien-être dans la décision publique. C'est, sans être exhaustif, le cas de la Finlande, la Nouvelle-Zélande et de l'Islande sont particulièrement intéressants. Les approches peuvent varier :

- La **Finlande** s'est engagée à développer une économie du bien-être. Son Plan d'action national identifie cinq directions pour intégrer cette approche dans la prise de décision. Ces directions comprennent la préparation d'un modèle de gouvernance pour l'économie du bien-être, l'examen de la manière dont la surveillance du bien-être peut être intégrée de manière plus prééminente dans le pouvoir décisionnel de l'État, des régions et des municipalités ; ainsi qu'à travers le développement des évaluations d'impact des politiques publiques sur le bien-être.
- La **Nouvelle-Zélande** a mis en place un tableau de bord complet pour mesurer le bien-être (LSF Dashboard¹⁵), qui soutient les conseils du Trésor aux ministres sur les priorités pour améliorer le bien-être et informe leur rapport sur le bien-être. Le tableau de bord LSF fournit les indicateurs que le Trésor estime comme étant les plus importants et viennent ensuite définir la feuille de route des différents ministères.
- **L'Islande** a défini 40 indicateurs pour mesurer le bien-être, basés sur les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et utilisant des statistiques officielles. Les indicateurs sont divisés en trois catégories et treize sous-catégories, y compris la santé, l'éducation, le capital social, la sécurité, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les conditions économiques, l'emploi, le logement, le revenu et l'environnement. Le gouvernement a reconnu officiellement la nécessité de dépasser les indicateurs économiques traditionnels pour orienter la politique publique. Le gouvernement implique régulièrement la société civile à participer aux prises de décisions à travers des référendums.

En France, la loi Sas a eu porté plus que limitée. A contrario de beaucoup d'autres pays de l'OCDE, la France n'a pas élaboré de cadre national pour la mesure du bien-être. Et pour l'heure il n'existe pas de plan de développement pour prendre systématiquement ces critères dans l'orientation de l'action publique.



Source: Economic policy making to pursue economic welfare" – OECD – May 2023

¹⁵ <https://lsfdashboard.treasury.govt.nz/wellbeing/>

Direction des Finances et de la Stratégie – Direction des études économiques :

[Ouvrir ce lien pour s'abonner](#)

Les analyses et prévisions qui figurent dans ce document sont celles du service des Etudes Economiques de La Banque Postale. Bien que ces informations soient établies à partir de sources considérées comme fiables, elles ne sont toutefois communiquées qu'à titre indicatif. La Banque Postale ne saurait donc encourir aucune responsabilité du fait de l'utilisation de ces informations ou des décisions qui pourraient être prises sur la base de celles-ci. Il vous appartient de vérifier la pertinence de ces informations et d'en faire un usage adéquat.